



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Unité Départementale de la Gironde**

## **Arrêté**

**Fixant des prescriptions complémentaires à la société JPS  
pour l'exploitation d' une installation de stockage de matières combustibles  
située sur la commune de Labrède**

**Le Préfet de la Gironde  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, son titre Ier du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et son titre VIII du livre Ier relatif aux procédures administratives, notamment ses articles R.181-46 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relative aux installations classées en Enregistrement pour la rubrique 1510, en particulier ses annexes VII et VIII ;

**Vu** le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 février 2020 relatifs aux règles de sécurité concernant le photovoltaïque sur les ICPE soumises à enregistrement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2008 portant autorisation de l'installation classée exploitée par la société JPS à La Brède ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires du 4 août 2017, du 2 novembre 2021 et du 6 janvier 2023 ;

**Vu** le dossier déposé le 24 octobre 2024 portant à connaissance le changement de locataire pour les cellules 2 à 4, modifié en décembre 2024 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 24 février 2026 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 24 février 2026 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** les observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 26 février 2026 ;

**Considérant** que la société JPS sollicite la réorganisation des stockages des cellules 2 à 4 de son entrepôt, situé à La Brède, dans le cadre d'un changement de locataire ;

**Considérant** que le nouvel aménagement des cellules 2, 3 et 4 (organisation des stockages, etc.) est décrit dans le dossier de porter à connaissance susvisé ;

**Considérant** que, selon les conclusions du rapport de l'inspection des installations classées du 24 février 2026, ce projet ne constitue pas une modification substantielle de l'établissement au sens de l'article R.512-46-23 du Code de l'Environnement ;

**Considérant** qu'il convient d'adapter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 17 décembre 2008 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 novembre 2021 et du 6 janvier 2023 susvisés afin de prendre en compte les modifications exposées dans le porter-à-connaissance susvisé ;

**Considérant** que la nouvelle activité nécessite l'aménagement de chambres froides dans les cellules 3 et 4 ;

**Considérant** que la mise en place d'une protection sprinkler de type ESFR sous panneaux dans la chambre froide négative, telle qu'elle est proposée par l'exploitant, permet de renforcer le niveau de sécurité de l'installation ;

**Considérant** que l'exploitant prévoit la mise en place d'une détection par aspiration au sein de l'ensemble des cellules du site, sauf chambre froide négative ;

**Considérant** que des mesures de bruit sont à mener après réaménagement du site ;

**Considérant** qu'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque va être installée en toiture de l'entrepôt ;

**Considérant** que l'article 1 de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé dispose, malgré le fait que ledit arrêté sert à garantir une maîtrise du risque d'incendie, que « le service d'incendie et de secours peut, au regard des caractéristiques de l'installation (dimensions, configuration, dispositions constructives...) ainsi que des matières stockées (nature, quantités, mode de stockage...), être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie,

**Considérant** que, par voie de conséquence et au regard de la configuration de l'entrepôt, le SDIS a indiqué, dans un avis du 01/10/2021, qu'« après analyse du rapport et du projet d'arrêté préfectoral, [être] en impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie au regard des caractéristiques de l'installation » ;

**Considérant** que le regroupement des arrêtés préfectoraux en vigueur du site sous un arrêté consolidé permet une meilleure lisibilité du cadre réglementaire ;

**Considérant** que les prescriptions portées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales n'ont pas lieu d'être reprises dans cet arrêté ;

**Considérant** que le site reste encadré par les règles de procédure du régime de l'autorisation, l'installation relevant du régime de l'enregistrement par bénéfice de l'antériorité ;

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Gironde.

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'enregistrement**

La société JPS, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est sis 29 rue du Temple de Blossne, 33136 Saint Jacques de la Lande, est tenue, pour son établissement sis ZAC de l'Arnahurt, 33650 La Brède, de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés préfectoraux du 17 décembre 2008, du 2 novembre 2021 et du 6 janvier 2023, sont abrogées et remplacées par les dispositions présentes dans le présent arrêté.

#### **Article 1.2 - Liste des installations concernées**

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

pour la protection de l'environnement.

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
1510-2-b)	Entrepôt couvert dont le volume total des cellules est compris entre 50 000 et 300 000 m <sup>3</sup>	Volume total de l'entrepôt de : 235 060 m <sup>3</sup> , dont : <ul style="list-style-type: none"><li>• cellule 1 : 56 005 m<sup>3</sup></li><li>• cellule 2 : 56 005 m<sup>3</sup></li><li>• cellule 3 : 61 525 m<sup>3</sup></li><li>• cellule 4 : 61 525 m<sup>3</sup></li></ul>	E
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques	Puissance maximale de 111 kW	D

*Nota : E pour enregistrement et D pour déclaration*

L'exploitant est autorisé à entreposer des matières combustibles suivantes dans son entrepôt ; les volumes stockés n'excèdent pas :

- 18 765 m<sup>3</sup> de bobines de papiers dans la cellule 1 (produits assimilés à ceux réglementés au travers de la rubrique 1530 de la nomenclature des ICPE) ;
- 96 219 m<sup>3</sup> de produits dans la cellule 2, 3 et 4

L'exploitant n'est pas autorisé à entreposer des matières liquides dans les cellules, qu'elles soient considérées comme dangereuses, inflammables, etc. ou non.

Dans le cas où l'exploitant envisage d'entreposer des liquides dans les cellules des bâtiments, l'exploitant réévalue les besoins de confinement en eaux d'extinction d'incendie en application la règle D9A du CNPP dans sa version en vigueur à la date de la demande ou justifie que les capacités de confinement existantes sont suffisantes. Ces éléments sont portés à la connaissance à l'inspection des installations classées avant leur mise en œuvre.

En cas de modifications des hypothèses prises par rapport à l'étude de modélisation des effets thermiques, l'exploitant réalise un porter à connaissance auprès de l'inspection.

### **Article 1.3 - Consistance et Localisation des installations**

Les installations concernées par le présent arrêté sont constituées d'un bâtiment dédié à l'entreposage de matières combustibles.

Elles sont situées sur la commune de LA BREDE, sur la parcelle cadastrale 217, section BA.

Les installations sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations sont constituées de :

- deux cellules de stockage d'environ 4 870 m<sup>2</sup> (cellules 1 et 2) ;
- deux cellules de stockage d'environ 5 350 m<sup>2</sup> (cellules 3 et 4) :
  - dont 4 sous-cellules réfrigérées : une de froid négatif (-18°C), 2 de frais (0-2°C), une de froid positif (8-10°C) ;
- un bloc de bureaux et locaux sociaux d'une surface totale d'environ 630 m<sup>2</sup> ;
- des locaux techniques d'une surface totale d'environ 650 m<sup>2</sup> ;
- un système photovoltaïque implanté en toiture de l'entrepôt ;
- une réserve de sprinklage de 2 700 m<sup>3</sup> ;
- un bassin de rétention de 4 000 m<sup>3</sup>.

Les quatre cellules ont une hauteur maximale de 11,5 m à l'acrotère et 12,5 m pour un des murs coupe-feu REI 120.

L'établissement est implanté sur une parcelle d'une superficie de 47 175 m<sup>2</sup> dont :

- 21 764 m<sup>2</sup> correspondant à l'emprise au sol du bâtiment et des locaux associés ;
- 16 911 m<sup>2</sup> correspondant aux voiries (VL, PL et pompiers) et aux parkings ;
- 8 544 m<sup>2</sup> correspondant aux espaces verts.

Le site est équipé d'une détection automatique d'incendie reportée 24 h/24 et 7 j/7 en télésurveillance ou à un poste de garde, avec des consignes d'appels.

#### **Article 1.4 - Conformité au dossier**

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier d'autorisation initial, modifié par le ou les porter-à-connaissance subséquents, et notamment le porter-à-connaissance du 24 octobre 2024 complété (version de décembre 2024).

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

#### **Article 1.5 - Durée de l'autorisation**

L'arrêté cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

#### **Article 1.6 - Cessation d'activité**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état pour un usage exclusivement industriel.

### **ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique **1510**, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les arrêtés de prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à **enregistrement** sous les rubriques nos 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663, mis à part les aménagements fixés dans le présent arrêté ;

*Il est à noter que l'entrepôt étant régulièrement mis en service depuis 2008, les annexes VII et VIII de l'arrêté ministériel sont applicables.*

- l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à **déclaration** sous la rubrique n°**2925** ;
- Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, notamment la section V relative aux installations photovoltaïques.

## ARTICLE 3 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES

### Article 3.1 - Conditions de stockage et caractéristiques de la CELLULE N°1

Les conditions de stockage dans la cellule n°1 respectent les caractéristiques suivantes.

#### Article 3.1.1 - Nature des matières stockées

La cellule n°1 contient des bobines de papier, stockées en masse, conformément au porter à connaissance du 16 septembre 2022.

Tout changement d'affectation de la cellule fera l'objet d'un porter à connaissance de l'administration accompagné des éléments d'appréciation requis, en particulier ceux portant sur la propagation et les effets thermiques d'un incendie.

#### Article 3.1.2 - Géométrie du stockage

Les matières stockées resteront dans l'enveloppe des volumes, quantités et distances aux parois mentionnés dans le porter à connaissance susvisé.

En particulier, les conditions de stockage suivantes seront respectées.

- Géométrie du stock

Largeur maximale des îlots	13,9 m
Longueur maximale des îlots	20 m
Hauteur maximale des îlots	7,5 m
Nombre maximal de rangées d'îlots dans le sens Nord-Sud	3
Largeur minimale des allées entre îlots	5 m
Distance minimale du stock à la paroi Nord (mitoyenne de la cellule 3)	1,3 m
Distance minimale du stock à la paroi Est (mitoyenne de la cellule 2)	1 m
Distance minimale du stock à la paroi Sud	11,5 m
Distance minimale du stock à la paroi Ouest	4,5 m

L'exploitant matérialise au sol les emplacements de stockage autorisés.

- Qualité de la structure

Paroi Nord (mitoyenne de la cellule 3)	Mur coupe-feu 2h (REI 120) <b>ne dépassant pas en toiture</b> et s'arrêtant sous bac de toiture. La qualité coupe-feu de la zone présentant une fissure est assurée par toute disposition nécessaire (flocage REI 120 notamment).
Paroi Est (mitoyenne de la cellule 2)	Mur coupe-feu 2h (REI 120) séparatif de la cellule 2, dépassant de 1 m en toiture au droit du franchissement.
Paroi Sud et Ouest, cas général	Sous-bassement béton de 2 mètres de haut puis bardage double peau laine de roche jusqu'en haut.
Paroi Sud, vis-à-vis du local de charge	Mur coupe-feu sur la hauteur du local de charge
Paroi Ouest, vis-à-vis de la chaufferie	Mur de qualité REI 120 sur toute la hauteur de la cellule, dépassant latéralement de 4 m de part et d'autre de la chaufferie

Les pannes et poutres sont *a minima* R60



Les poteaux béton sont stables au feu *a minima* R120.

### **Article 3.1.3 - Accès à la cellule**

La cellule de stockage dispose d'au moins un accès de plain-pied par la porte sectionnelle de 3 m de large.

Elle dispose par ailleurs d'une issue de secours accessible par un chemin stabilisé.

Les locaux à usage de bureau séparés du reste de la cellule par un mur et des portes coupe-feu disposent d'au moins une issue de secours vers l'extérieur.

### **Article 3.1.4 - Voies échelles**

Les aires de mise en station des moyens aériens des pompiers sont doublées de part et d'autre des murs coupe-feu entre la cellule 1 et les cellules mitoyennes. Ce renforcement du nombre de voies échelles au droit de la cellule 1 permet au SDIS de se positionner sur l'emplacement le plus adéquat suivant la localisation et l'évolution de l'incendie dans l'une ou l'autre cellule.

### **Article 3.1.5 - Désenfumage - Cantonnement**

En lieu et place des dispositions suivantes de l'article 5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé :

*« Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 m<sup>2</sup> et d'une longueur maximale de 60 m. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et à une hauteur minimale de 1 m « sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R.4216-13 et suivants du code du travail ». La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 m. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés. »*

L'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

*« La cellule 1 est divisée en 4 cantons, dont 3 représentent une superficie individuelle de 1 275 m<sup>2</sup> et 1 représente une superficie de 975 m<sup>2</sup>. L'ensemble des cantons ont une longueur de 75 m. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et à une hauteur de 1,2 m. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est de 2,3 m. »*

### **Article 3.2 - Dispositions constructives de l'entrepôt**

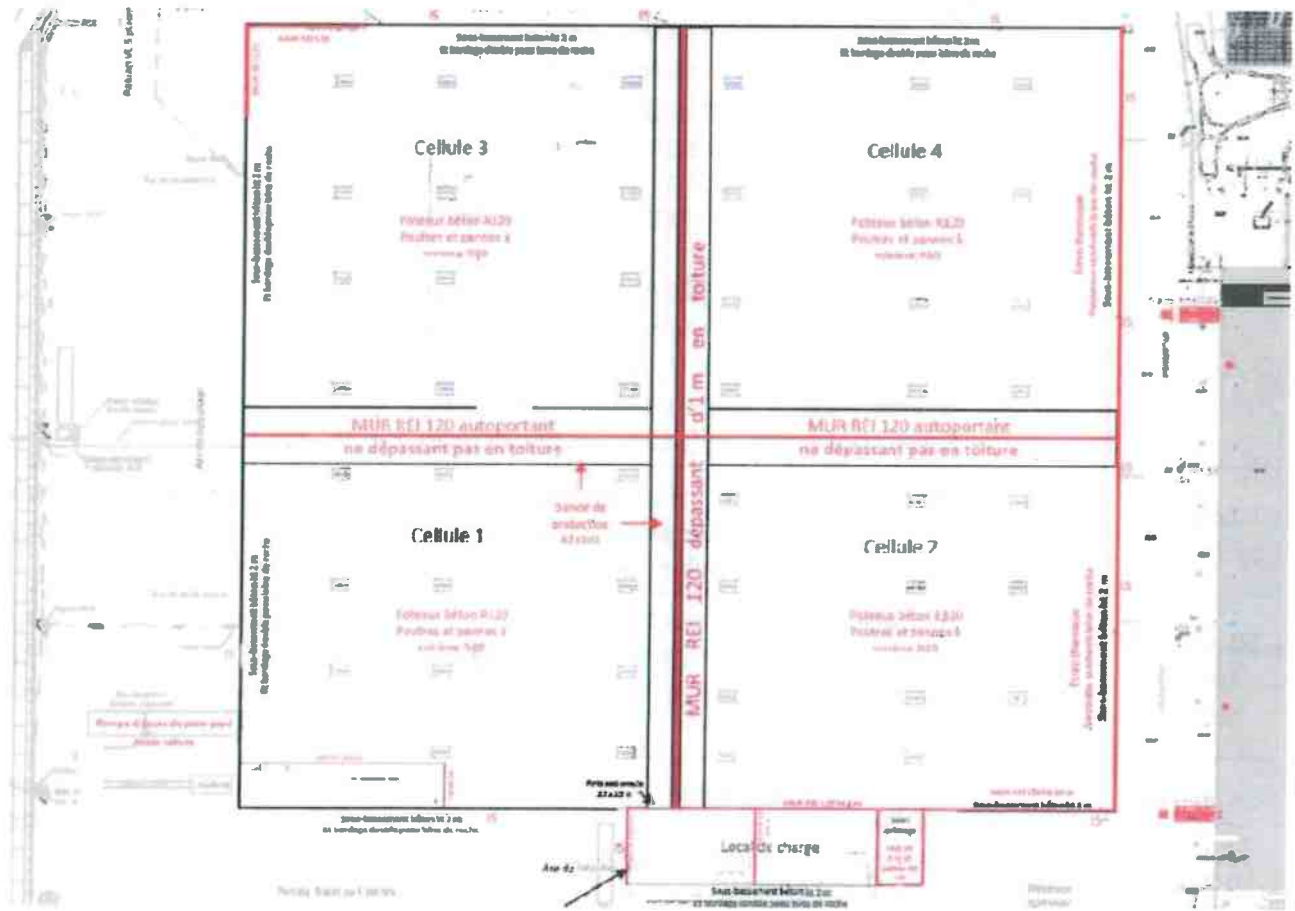
Sans préjudice des dispositions applicables de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé, l'entrepôt respecte *a minima* des dispositions constructives suivantes et l'exploitant dispose des justificatifs démontrant la conformité de ces installations (certificats d'organismes compétents...).

Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Affectation	Sol	Structure	Couverture
Stockage de matières combustibles dans les cellules	Dalle Béton	<ul style="list-style-type: none"><li>Pannes et poutres <i>a minima</i> R60.</li><li>Poteaux béton stables au feu <i>a minima</i> R120.</li><li>Murs extérieurs en bardage double peau laine de roche.</li><li>Sous-bassement béton de 2 m de haut sur toute la circonférence de l'entrepôt</li><li>Deux murs coupe-feu 2h (REI120) <u>ne dépassant pas en toiture</u> :</li></ul>	Toiture en bac acier avec étanchéité multicouche et isolant laine de roche

Affectation	Sol	Structure	Couverture
		<ul style="list-style-type: none"> <li>◦ un séparant les cellules 1 et 3</li> <li>◦ un séparant les cellules 2 et 4.</li> <li>• Un mur coupe-feu <u>dépassant de 1 m en toiture au droit du franchissement</u>, traversant le bâtiment et séparant les cellules 1 et 3 des cellules 2 et 4.</li> <li>• Murs coupe-feu 2h (REI120) séparatifs des locaux techniques et bureaux.</li> <li>• Mur coupe-feu 2h (REI120) de 10 m de haut en façade Sud entre le local de sprinklage et l'angle Sud-Est de la cellule 2, complété par du bardage double peau laine de roche jusqu'à 11,5 m.</li> <li>• Écran thermique en façade Est des cellules 2 et 4.</li> </ul>	
Locaux techniques	Dalle béton	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Murs coupe-feu 2h (REI120) séparant les locaux des cellules de stockage sur la hauteur des locaux techniques, soit 5 m de haut.</li> </ul>	Toiture en bac acier avec étanchéité multicouche
Bureaux et locaux sociaux	Dalle béton	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bardage métallique double peau</li> <li>• Murs coupe-feu 2h (REI120) en séparation des cellules de stockage sur la hauteur des locaux, soit 6 m de haut.</li> </ul>	Toiture en bac acier avec étanchéité multicouche et isolant laine de roche
Locaux de charge	Dalle béton	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Local de charge séparé en 2 par un mur coupe-feu REI120.</li> <li>• Les locaux sont REI120 sur 3 faces.</li> <li>• La 4<sup>e</sup> face (façade Sud) est constituée d'un sous-bassement béton sur 2 m de haut puis d'un bardage double peau en laine de roche jusqu'à 5 m</li> </ul>	Toiture en bac acier avec étanchéité multicouche

Les dispositions précitées sont matérialisées sur le plan suivant :





### **Article 3.2 – Détection et défense incendie**

Outre les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes.

Les robinets d'incendie armés sont positionnés hors chambres froides à température négative.

La première moitié de la chambre froide à température négative est atteinte par 2 jets de lance (environ 30 mètres). En complément, une protection sprinkler de type ESFR sous panneaux dans la surgèle est mise en place.

Par ailleurs, en complément du système d'extinction automatique, le site dispose d'une détection incendie complémentaire au sein de l'ensemble des chambres frigorifiques du site, sauf en chambre froide négative.

### **Article 3.3 - Eau**

#### **Article 3.3.1 – Rejet des eaux de voiries et pluviales**

Les eaux pluviales de voiries ainsi que les eaux pluviales de toitures sont collectées dans le bassin de rétention de 4 000 m<sup>3</sup>, puis rejetées via une pompe de relevage à raison de 3 l/s vers le séparateur d'hydrocarbures en aval du bassin de rétention.

Le point de mesure des eaux pluviales susceptibles d'être polluées est localisé en aval immédiat du séparateur d'hydrocarbures. Un point de prélèvement d'échantillon est implanté en sortie du séparateur d'hydrocarbures.

#### **Article 3.3.3 – Surveillance des piézomètres**

Un piézomètre situé en amont du site et deux piézomètres situés en aval du site doivent être implantés afin de faire l'objet de mesures des eaux souterraines à la demande de l'inspection des installations classées.

#### **Article 3.3.4 - Confinement des eaux d'extinction d'incendie**

L'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un volume formant rétention de 4 000 m<sup>3</sup>.

Ce volume est maintenu vide en permanence. Les organes de commande nécessaires à l'obturation du rejet au milieu naturel, doivent pouvoir être actionnés localement, en toute circonstance.

Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

Les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. En outre, le confinement des eaux sur site est assuré par l'arrêt de la pompe de relevage installée sur la canalisation de fuite en amont du séparateur d'hydrocarbures (situé entre le bassin de confinement étanche et le bassin d'infiltration). L'arrêt de cette pompe est actionnable en automatique, en local (avec au moins un dispositif manuel) et à distance.

A titre de précision, les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles

afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel, ou en son absence par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie / pollution » est apposée directement sur la vanne ou l'organe afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention.

Pour ce qui est du volume d'eaux d'extinction confinées au droit des quais de chargement, des voiries extérieures, des chaussées..., l'exploitant définit une organisation visant à garantir une parfaite étanchéité du revêtement de sol. En outre, des contrôles périodiques de la conformité dudit revêtement sont effectués *a minima* tous les semestres. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause son étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de sa réparation.

Aussi, une signalisation est mise en place au niveau des zones de rétention au droit des quais de chargement et des chaussées / voiries, notamment pour préciser qu'il s'agit d'une zone dédiée au confinement des eaux d'extinction (devant rester exempte de tout encombrement réduisant sa capacité utile) et d'indiquer le risque de noyade en cas d'incendie.

Pour ce qui concerne le confinement des eaux d'extinction dans les réseaux de canalisations enterrées valorisés en tant que tels, l'exploitant s'assure que les tuyauteries concernées sont constituées par un matériau résistant à la température et aux éléments agressifs pouvant être contenus dans les eaux d'extinction. Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, l'exploitant réalise annuellement une inspection télévisuelle interne de celles-ci et le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause leur étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de leur réparation.

#### **Article 3.4 – Bruit**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service du nouvel aménagement des cellules 2, 3 et 4, ou **au plus tard dans les trois mois après la notification du présent arrêté.**

### **ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS, PUBLICITÉ, EXÉCUTION**

#### **Article 4.1 – Délais et voies de recours**

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Ainsi que le prévoit l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

## Article 4.2 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, le présent arrêté fait l'objet des mêmes mesures de publicité que celles prévues par l'article R.181-44 pour l'arrêté d'autorisation environnementale.

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde ([www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)) pendant une durée minimale de quatre mois.

**L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.**

## Article 4.3 – Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société JPS.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Labrède,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le - 6 MARS 2026

Pour le Préfet, le préfet délégué  
le Secrétaire Général

François DRAPÉ

